

**Somalie - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 23 mars 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie les intervenants pour leurs exposés et tiens à saluer particulièrement la présence du ministre britannique des affaires étrangères, qui a pris l'initiative de cette importante séance et est venu à New York pour la présider.

Je voudrais également remercier spécialement le Président de la République fédérale de Somalie pour son intervention par visioconférence.

Monsieur le Président, je souhaiterais à mon tour, comme l'ont fait les autorités françaises, exprimer notre condamnation la plus ferme de l'attentat qui a frappé Londres hier et renouveler au Royaume-Uni, avec l'expression de notre profonde sympathie, notre pleine et entière solidarité.

Je voudrais ici me limiter à trois remarques :

1) D'abord sur la situation politique et humanitaire en Somalie. Le processus électoral a été achevé, et ce dans des conditions satisfaisantes. La France salue l'élection sans contestation du président Farmajo, qui a suscité une réelle vague d'enthousiasme populaire.

Nous savons l'effort que la tenue de ces élections a représenté pour la MANUSOM, en termes notamment de soutien logistique, et pour l'AMISOM sur le plan de la sécurisation. Cela relève de l'exploit : je m'adresse à M. Keating et au représentant de l'Union africaine mais aussi à mon collègue de l'Éthiopie, et à travers lui à tous les pays contributeurs de troupes et de policiers, pour leur exprimer nos chaleureuses félicitations.

La nouvelle administration somalienne est d'ores et déjà mise à rude épreuve. Le secrétaire général rentre d'une visite en Somalie et a pu se rendre compte lui-même de la gravité de la situation humanitaire, avec en particulier, comme on le sait, une famine en cours dans la région. Les nouvelles autorités doivent répondre à cette situation, avec tout le soutien de la communauté internationale.

Au-delà de cette urgence, il est essentiel que les autorités somaliennes s'engagent avec

détermination dans la consolidation des institutions et l'établissement d'un véritable État de droit, afin de favoriser un meilleur respect des droits de l'Homme et une stabilisation durable du pays.

2) Ma deuxième observation porte sur l'AMISOM. Dans la logique de priorisation qui est la nôtre pour l'action des Nations unies, après les élections cette année, la sécurité est le grand chantier prioritaire des années à venir.

L'AMISOM est déployée en Somalie depuis 2007. Son action, soutenue logistiquement par les Nations unies et financièrement par l'Union européenne, est difficile. Je voudrais ici saluer la mémoire de tous ceux qui ont perdu la vie dans le combat contre Al-Shabab. Ce combat est un combat collectif qui ne peut être gagné par l'AMISOM seule, et l'AMISOM n'a pas vocation à rester éternellement en Somalie.

De ce point de vue, deux points me paraissent devoir être soulignés :

- S'agissant d'abord du financement de l'AMISOM, qui n'est pas suffisamment prévisible et soutenable, la France espérait que d'autres contributeurs accepteraient de rejoindre l'effort financier considérable réalisé par l'Union européenne. L'Union européenne a déjà financé environ 1,7 milliards de dollars, en plus des contributions de ses États membres au budget de l'UNSOS, et des contributions bilatérales de certains États membres. La diversification géographique du financement de l'AMISOM ne s'est malheureusement pas produite à ce jour. L'Union européenne continue à financer 80% de la contribution requise, et espère que d'autres contributeurs se joindront à cet effort.

- S'agissant ensuite du retrait de l'AMISOM, nous comprenons la volonté de certains pays contributeurs de troupes de se retirer, et nous leur rendons une nouvelle fois hommage. Mais il importe que ce retrait ne soit pas uniquement soumis à des impératifs de calendrier, et qu'il soit bien articulé avec le développement d'une solution somalienne de sécurité.

3) Ma troisième observation concerne précisément la capacité pour les Somaliens à assurer leur propre sécurité.

C'est nous semble-t-il le point clé de la période qui s'ouvre. Il y aurait 10.900 personnels de l'armée somalienne, qui sont éligibles au soutien logistique fourni par l'UNSOS dans le cadre d'opérations conjointes avec l'AMISOM. Il existe, parallèlement, des milices locales dites Darwish, qui assurent également des fonctions de sécurité.

À partir de là plusieurs questions se posent, qui nous paraissent pouvoir cadrer utilement la réflexion en cours :

- Par exemple, les personnels composant l'armée nationale somalienne, les SNA, sont-ils bien identifiés ? Comment peut-on accélérer la formation et l'opérationnalisation des SNA ? La MANUSOM peut-elle intensifier ses efforts en matière de coordination des offres de

formation et de fourniture d'équipements, en vue d'apporter une réponse plus cohérente aux besoins des SNA ?

- De même, comment peut-on davantage associer les forces de sécurité somaliennes existantes aux opérations de sécurisation du territoire, voire même aux offensives de l'AMISOM ?

Nous saluons la tenue au mois de mai prochain de la Conférence de Londres, qui permettra nous l'espérons d'apporter certaines réponses à ces questions, et nous attendons avec intérêt les rapports à venir sur l'AMISOM et la présence des Nations unies en Somalie dans cette nouvelle période post-électorale.

Je vous remercie./.